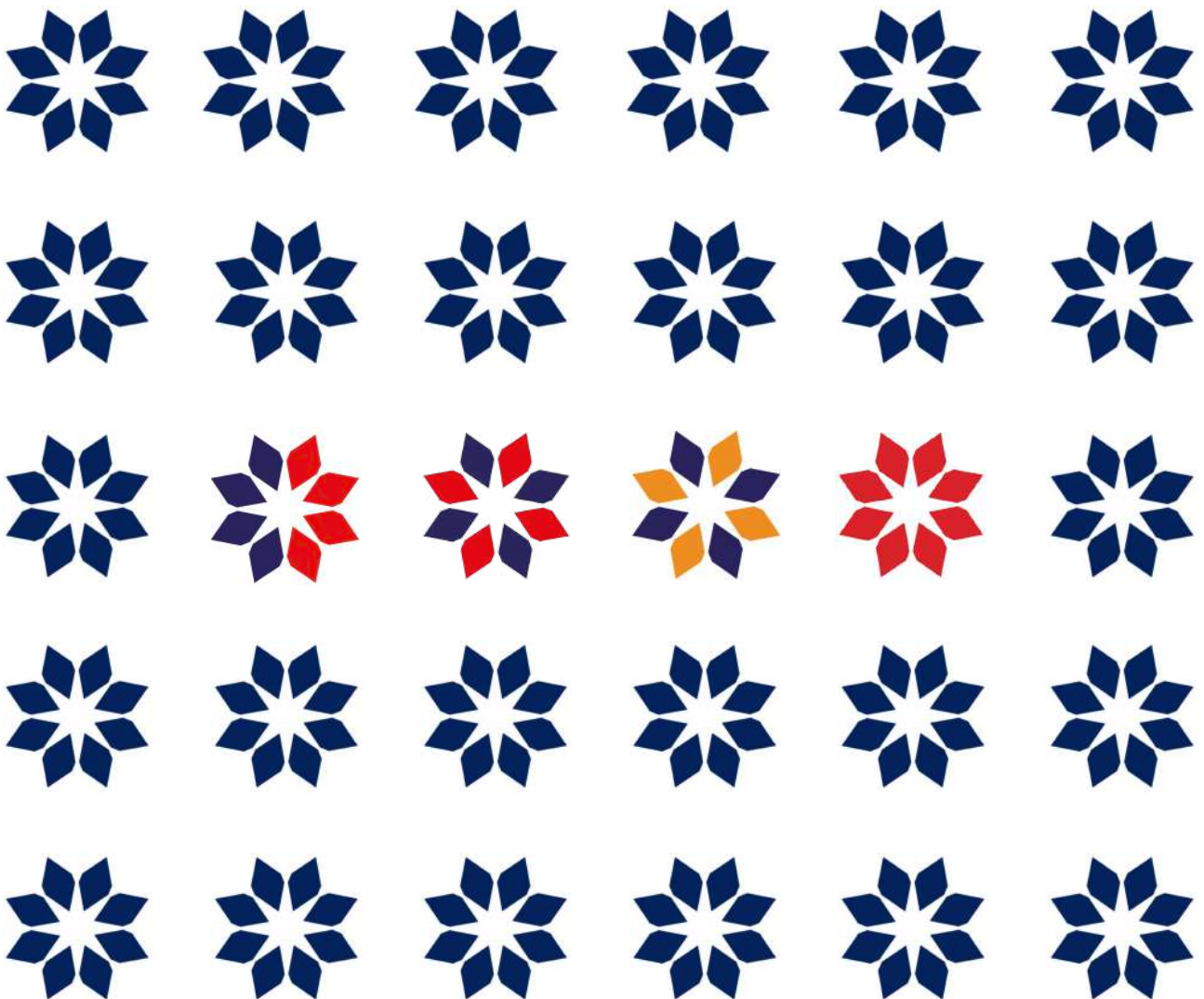




FONDATION  
FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

# NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE



Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux  
et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.



## SOMMAIRE

### p.4 **Éditorial.**

par Jean-Raphaël Peytregnet,  
Directeur de la publication et ancien  
diplomate.

### p.7 **Actualités asiatiques.**

par Pierre Haski,  
Journaliste pour France Inter.

### p.8 **De l'histoire aux tensions actuelles : *Chine-Inde, La guerre des mondes.***

avec Emmanuel Lincot,  
Professeur à l'Institut catholique de Paris  
et Directeur de recherche à l'IRIS.

### p.12 **Japon-USA : un sommet pas comme les autres.**

par CHEN Yo-Jung,  
Ancien diplomate français.

### p.17 **Travail et conservatisme au Japon.**

par Bernard Thomann,  
Directeur de l'Institut français de  
recherches sur l'Asie de l'Est.

### p.23 **Pourquoi les agents IA sont adoptés plus vite en Chine qu'ailleurs ?**

par Robin Rivaton,  
CEO, Stonal & Young Leader 2024.

### p.25 **Les origines historiques de la résilience du modèle chinois politique et économique contemporain.**

par Jean-Raphaël Peytregnet,  
Directeur de la publication et ancien  
diplomate.

## AGENDA

20 mai  
**China Outlook**

Decoding China's Five-Year Plan: From Domestic  
Priorities to Global Impact.

28 mai-1er juin  
**Séminaire Young Leaders  
France-Chine 2026**

Canton Kunming, Pu'er & Beijing

17 juin  
**Dîner de Gala de la  
Fondation France-Asie**

Bibliothèque Richelieu (BnF)  
5 rue Vivienne, 75002 Paris

2-5 juillet  
**Séminaire Young Leaders  
France-Inde 2026**

Paris & Provence

5-8 novembre  
**Séminaire Young Leaders  
France-Japon 2026**

---

Plus d'informations sur le site de la  
Fondation France-Asie  
[www.fondationfranceasie.org](http://www.fondationfranceasie.org)

Pour participer aux événements, écrire à  
[contact@fondationfranceasie.org](mailto:contact@fondationfranceasie.org)

Sous le haut patronage de  
Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République



FONDATION  
FRANCE-ASIE

*La Fondation France-Asie  
est heureuse de vous annoncer la tenue de son*

# **Dîner de Gala**

*le mercredi 17 juin 2026*

*Bibliothèque Richelieu  
5 rue Vivienne  
75002 Paris*

**RÉSERVATION**

Pour toute information  
**GALA@FONDATIONFRANCEASIE.ORG**



## Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de la publication, ancien diplomate

### ÉDITORIAL

Il y a encore vingt ans, l'Asie était souvent décrite comme « l'usine du monde ». Elle produisait à bas coûts, industrialisait les innovations venues d'Occident et s'inscrivait dans une logique de rattrapage. Cette lecture est désormais dépassée. En l'espace d'une génération, l'Asie est devenue un acteur central, et parfois dominant, de l'innovation mondiale, portée par une montée en puissance spectaculaire de ses capacités de recherche et développement (R&D) et par son positionnement stratégique sur les technologies de pointe.

***Ce basculement est d'abord quantitatif. L'Asie concentre aujourd'hui l'essentiel de la dynamique mondiale en matière d'innovation.***

En 2024, même s'il faudrait regarder plus en détail leur contenu, plus de 3,7 millions de brevets ont été déposés dans le monde, dont une majorité en Asie, avec la Chine représentant à elle seule près de la moitié des dépôts. Dans le domaine spécifique de l'intelligence artificielle (IA), la domination est encore plus marquée : 64,7 % des brevets mondiaux sont chinois, contre 18,3 % pour les États-Unis. À titre de comparaison, l'Europe reste nettement en retrait (3 % des brevets mondiaux), tant en volume qu'en capacité de transformation industrielle.

Mais au-delà de ces volumes impressionnants, c'est la dynamique qui frappe. En l'espace de vingt-cinq ans, la part combinée des États-Unis et de l'Union européenne dans les publications scientifiques en IA est passée de plus de 57 % à moins de 25 %, tandis que la Chine atteignait près de 36 % à elle seule en 2025. Ce déplacement du centre de gravité scientifique traduit un changement profond : l'Asie n'est plus

en rattrapage, elle est devenue un moteur de production de connaissances.

Ce mouvement repose sur un modèle distinct de celui de l'Occident. Là où les États-Unis privilégient l'innovation de rupture portée par des start-ups et des géants technologiques, l'Asie s'appuie sur une articulation étroite entre État stratège et industrie. En Chine, les plans publics orientent massivement les investissements vers des secteurs jugés critiques, intelligence artificielle, semi-conducteurs, infrastructures numériques. Cette coordination permet une mise en œuvre rapide et à grande échelle des innovations. L'IA, par exemple, y est intégrée dans des usages concrets, logistique, finance, santé, sécurité, à une vitesse que peu de pays occidentaux peuvent égaler.

Mais réduire l'Asie à la seule Chine serait incomplet.

Le Japon est ainsi un leader mondial dans la robotique industrielle, les capteurs de précision, les matériaux avancés et les composants électroniques critiques. Tokyo maintient un effort constant en matière de R&D de quelque 130 milliards d'euros annuels. Des entreprises comme Toyota, Sony ou encore Fanuc (Fuji Automatic Numerical Control) illustrent cette excellence.

Dans le domaine de l'IA, le Japon adopte une approche différente de celle de la Chine ou des États-Unis. Moins focalisé sur les plateformes numériques, l'archipel privilégie l'IA embarquée dans des systèmes physiques : robots, véhicules autonomes, dispositifs médicaux, etc. Cette approche s'inscrit dans une stratégie plus large, parfois qualifiée de « society 5.0 », visant à intégrer les technologies numériques dans l'ensemble de la société, notamment pour



répondre à des défis structurels comme le vieillissement démographique.

La Corée du Sud, de son côté, représente sans doute l'un des modèles les plus aboutis d'intégration entre innovation, industrie et stratégie nationale. Avec plus de 4,5 % de son PIB consacré à la R&D, elle se situe au tout premier rang mondial. Cette intensité d'investissement se traduit par une forte concentration de capacités technologiques dans des secteurs clés : semi-conducteurs, écrans, télécommunications et IA.

Séoul se distingue également par sa capacité à déployer rapidement les nouvelles technologies. Le pays a été l'un des premiers à généraliser la 5G à grande échelle, et investit aussi massivement dans les infrastructures liées à l'IA. Elle ambitionne d'en devenir l'un des principaux hubs mondiaux, avec des investissements publics et privés coordonnés et une forte implication du secteur éducatif.

Contrairement au modèle chinois, plus centralisé, ou au modèle américain, plus entrepreneurial, le modèle coréen repose sur une coordination étroite entre l'État et les grands conglomérats (dont Samsung Electronics et SK Hynix, leaders mondiaux des mémoires électroniques), permettant une exécution rapide et efficace. Cette capacité d'alignement stratégique constitue l'un de ses principaux atouts.

C'est dans cet écosystème que s'inscrit un acteur souvent discret mais absolument crucial : Taïwan. À lui seul, ce territoire joue un rôle déterminant dans l'économie mondiale de la technologie. Il concentre 60 % de la production mondiale des semi-conducteurs et plus de 90 % des puces les plus avancées, indispensables aux applications d'IA, aux smartphones ou encore aux infrastructures militaires.

Le cœur de cette domination repose sur une entreprise : TSMC. Ce géant industriel produit les puces les plus sophistiquées pour des entreprises comme Apple, NVIDIA ou AMD. À titre de comparaison, ni les États-Unis ni l'Europe ne disposent aujourd'hui d'une capacité équivalente sur les nœuds technologiques les plus avancés (3 nm et au-delà). Cette dépendance place Taïwan au centre d'un enjeu géopolitique majeur : contrôler les semi-conducteurs, c'est en grande partie contrôler l'économie numérique mondiale.

***Mais l'un des cas les plus intéressants, et les plus ambivalents, est celui de l'Inde. Souvent présentée comme la prochaine grande puissance technologique, elle***

***incarne à la fois le potentiel et les limites du modèle asiatique.***

D'un côté, les indicateurs sont impressionnants. L'Inde figure parmi les trois premiers pays au monde en volume de publications scientifiques et dispose d'un immense vivier de talents. Son marché de l'IA pourrait atteindre près de 25 milliards d'euros dès 2025, avec une demande estimée à un million de professionnels d'ici 2026. Le pays a également lancé des programmes publics ambitieux, comme une enveloppe de plus de 10 milliards d'euros pour la recherche et l'innovation et une stratégie nationale dédiée à l'IA.

Cependant, derrière ces ambitions, les fragilités sont nombreuses. L'Inde ne consacre que 0,65 % de son PIB à la R&D, très loin derrière la Chine (plus de 2,4 %) ou les États-Unis (environ 3,5 %). Cette faiblesse structurelle se reflète dans les résultats : entre 2017 et 2024, le pays n'a représenté que 0,33 % des brevets mondiaux en IA, avec environ 2 100 brevets au total, contre des centaines de milliers pour la Chine.

Plus encore, l'écosystème indien reste marqué par un paradoxe : une forte capacité en talents, mais une faible capacité à transformer ces compétences en innovation de rupture. Moins de 10 % des entreprises ont déployé l'IA à grande échelle, et la majorité reste au stade expérimental. Le pays capte à peine 1,3 % des financements mondiaux dans ce domaine, ce qui limite l'émergence de technologies fondamentales pour celui-ci.

Ce contraste est révélateur d'une ligne de fracture plus large au sein de l'Asie. D'un côté, des puissances comme la Chine ou la Corée du Sud, capables de dominer des segments entiers de la chaîne technologique. De l'autre, des pays comme l'Inde ou certains États d'Asie du Sud-Est, qui progressent rapidement mais restent davantage positionnés sur l'adaptation, les services ou l'implémentation que sur l'innovation de rupture.

Face à cette montée en puissance asiatique, l'Occident conserve néanmoins des avantages structurants. Les États-Unis dominent encore largement les technologies fondamentales, notamment dans les modèles d'IA, les logiciels avancés et les architectures de calcul. Leur capacité à attirer les talents et à financer des projets à très haut risque reste sans équivalent.

L'Europe, quant à elle, conserve une forte capacité scientifique, mais souffre d'un déficit d'industrialisation et d'une fragmentation qui freine l'émergence de champions technologiques. Ce qui se dessine aujourd'hui n'est donc pas une domination unilatérale, mais un monde technologique profondément recomposé. L'Asie concentre désormais la



masse critique, en termes de production scientifique, de brevets et d'industrialisation. Les États-Unis conservent une avance qualitative sur les innovations de rupture. L'Europe, enfin, tente d'exister comme puissance normative et scientifique.

Dans cette configuration, l'enjeu central n'est plus seulement d'innover, mais de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur : de la recherche fondamentale à l'industrialisation, en passant par les infrastructures et les données. Sur ce terrain, l'Asie dispose d'atouts décisifs : des marchés massifs, une coordination stratégique forte et une capacité d'exécution rapide.

Mais ces forces s'accompagnent de défis majeurs. La dépendance persistante à certaines technologies critiques, les tensions géopolitiques croissantes, ou encore les limites en matière d'innovation radicale pourraient

freiner cette dynamique. L'Inde, en particulier, illustre ce dilemme : forte de son potentiel humain et économique, elle devra augmenter significativement ses investissements en R&D et renforcer son écosystème d'innovation pour éviter de rester un simple terrain d'expérimentation.

Au fond, la compétition technologique mondiale ne se joue plus seulement entre nations, mais entre modèles. L'Occident invente, l'Asie industrialise, et certains territoires, comme Taïwan, deviennent des maillons critiques sans lesquels aucun système ne peut fonctionner.

Dans cet équilibre instable, une certitude s'impose : le pouvoir technologique mondial s'est déplacé vers l'Est. Mais il reste profondément interdépendant. Et c'est peut-être là que résident à la fois sa plus grande force et sa principale vulnérabilité.

---

### Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis Conseiller spécial du directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



**Pierre Haski**  
Journaliste

## Actualités asiatiques

---

# *Géopolitique*, un podcast offrant **un regard sur l'actualité internationale.**

Par Pierre Haski sur France Inter

---

### 16 avril - Et si la Chine était la gagnante de la guerre en Iran ?

Même si le blocus du détroit d'Ormuz risque de priver la Chine du pétrole iranien, Pékin a des atouts pour sortir renforcé de cette période troublée, à commencer par consolider son image de puissance responsable face au caractère erratique et imprévisible de Donald Trump.

🔊 [Écouter le podcast](#)

### 4 mai - Ce que raconte la visite du président taïwanais au royaume africain d'Eswatini.

La Chine a tout fait pour empêcher la visite du président taiwanais au royaume d'Eswatini, dernier pays africain à reconnaître Taïwan, mais elle a finalement eu lieu. La stratégie chinoise vis-à-vis de l'île revendiquée par Pékin interroge.

🔊 [Écouter le podcast](#)

---

**Pierre Haski**

Journaliste français, ancien correspondant en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Chine pour l'Agence France Presse (AFP) puis pour le journal *Libération*, cofondateur du site d'information *Rue89*, Pierre HASKI est président depuis 2017 de l'association Reporters sans frontières. Depuis 2018, il pose un regard sur la politique internationale au travers de son émission matinale "Géopolitique" diffusée sur France Inter.



## Emmanuel Lincot

Professeur à l'Institut catholique de Paris et  
Directeur de recherche à l'IRIS

### Entretien Nouveaux Regards

# De l'histoire aux tensions actuelles : *Chine-Inde, La guerre des mondes.*

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

**Jean-Raphaël Peytregnet :** Vous venez de publier un ouvrage de réflexion mettant en relation ou en parallèle la Chine et l'Inde, dans les relations qu'entretiennent entre elles en s'accordant ou en s'opposant ces deux grandes puissances en Asie. D'abord, pourquoi ce sous-titre « *La guerre des mondes* » ?

Vous êtes-vous inspiré du célèbre roman de science-fiction écrit par H.G. Wells décrivant un monde qui subirait l'attaque de puissances technologiquement supérieures, incarnant un nouvel impérialisme (je pense en particulier à la Chine), possible source d'inquiétudes pour l'Occident ? Ce sous-titre fait également penser à un conflit entre civilisations, entre cultures et identités profondes (ici chinoise vs indienne), pour reprendre la thèse du professeur américain Samuel P. Huntington (1927-2008).

**Emmanuel Lincot :** C'est mon éditeur Jean-François Colosimo qui a choisi ce titre. Il est heureux, je crois et si l'on pense en effet à Wells ou à Huntington, c'est qu'il entre en résonance avec des préoccupations très actuelles. La dérive autoritaire du gouvernement indien en est une. Celle de la Chine est davantage connue. En revanche, voir une guerre entre deux civilisations n'est pas dans l'intention du livre. Car dans les

faits, n'était le bouddhisme qui a pour partie structuré les échanges entre l'Inde et la Chine,

les élites des deux pays étaient plutôt indifférentes à leur trajectoire respective. Seuls Liang Shuming [1] ou Rabindranath Tagore (1861-1941) portent un intérêt sincère, l'un au bouddhisme et à ses origines comme religion de salut pour la Chine, l'autre depuis Calcutta où il devient après avoir reçu le Nobel en 1913 l'une des grandes figures du panasiatisme.

Sur le plan politique puis stratégique, ce n'est que beaucoup plus tard que les deux pays vont être amenés à mieux se connaître.

D'une part parce que l'invasion chinoise du Tibet en fait un voisin de l'Inde contre laquelle elle porte le fer en 1962 et en arrachant le territoire de l'Aksai Chin que New Delhi revendique aujourd'hui encore. D'autre part en raison des convictions idéologiques que les deux États partagent [2]. Que ce soit vis-à-vis du Tiers-Monde dont ils se disputent le leadership ou par rapport à leur fascination commune pour la Russie.

Elle reste la référence matricielle pour l'une et l'autre de ces puissances dans le domaine de leur partenariat lié à l'armement. L'une des thèses de ce livre est de dire que l'écart,



démographique notamment, va se creuser entre les deux pays et que leurs rivalités vont croître.

## **Déterminisme géographique oblige : ils ne partagent pas la même vision du monde.**

En dépit de cet écart, nombre de lieux de mémoire les renvoient à une histoire commune. Et c'est cette histoire que j'ai rapportée sachant qu'aussi curieux que cela puisse paraître, il n'existait pas de livre qui lie à la fois les aspects géopolitiques et culturels sur les relations entre les deux pays.

C'est désormais chose faite et nous pouvons dire que cet ouvrage forme une trilogie avec successivement *Chine et Terres d'Islam : un millénaire de géopolitique*, et *Le très grand Jeu : Pékin face à l'Asie centrale* [3]. Ces réalités géographiques, leur comparaison et leurs enjeux sont le plus souvent ignorés en Europe. Elles engagent pourtant notre avenir.

**Dans le premier chapitre de votre livre, *Mythologies politiques, enjeux culturels et patrimoniaux*, il ressort très clairement, ce que j'avais moi-même observé, que l'Inde notamment au travers du bouddhisme a fortement influencé la Chine sur le plan des idées, alors qu'inversement il semble que cela ne soit pas le cas, sinon au niveau matériel, via les Routes de la soie, quoique les royaumes indiens de l'époque savaient déjà fabriquer de la soie végétale. Avez-vous vous-même été amené à ce constat ? Et si oui, comment l'expliquez-vous ?**

Il existe clairement une asymétrie dans les perceptions sino-indiennes. L'héritage spirituel indien a eu une influence beaucoup plus importante envers la Chine que l'inverse. Et ce depuis l'époque Han (206 avant J.C. - après J.C.), qui est aussi celle du grand penseur Nāgārjuna (vers II<sup>e</sup> - III<sup>e</sup> siècle) sur la vacuité des choses, jusqu'à la fin de la dynastie Tang (618-907).

Cette longue période forme une épistémè où la référence indienne pour la Chine devient à la fois source d'inspiration et de rejet. La réaction confucéenne sous la dynastie Song (X<sup>e</sup> siècle), suivie des invasions turco-musulmanes parties de l'Asie centrale, marginalise tant en Inde qu'en Chine le bouddhisme. Pour autant, le souvenir des grandes figures qui avaient contribué à sa propagation (ex. Bodhidharma / Damo, Xuanzang) demeure.

**Le bouddhisme connaîtra enfin un nouveau souffle au contact du Tibet et par le truchement des empires mongol**

**puis mandchou qui y verront un élément fédérateur dans la consolidation de leur empire impériale.**

Découle en retour un prestige attribué à la civilisation indienne, une antériorité même que lui reconnaît l'historiographie chinoise jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut dire que celle-ci est largement inspirée des présupposés orientalistes européens du moment. Ils confèrent à l'Inde un statut plus éminent que celui alors attribué à la Chine.

La découverte du site d'Anyang [4] il y a désormais un siècle dans la province du Henan, de ses premières écritures, permettra à la Chine de rehausser son propre prestige, et de gagner en profondeur chronologique. Comme l'a montré dans ses cours au Collège de France Anne Cheng, cette course à la plus ancienne chronologie civilisationnelle est l'obsession de la Chine et de son régime.

Pour autant, et vous avez raison, l'influence culturelle de la Chine en Inde semble s'être arrêtée à l'obstacle himalayen. En revanche, les interactions entre la Chine et sa périphérie sont avérées dans les régions que les géographes appellent « l'Inde extérieure », c'est-à-dire la péninsule indochinoise avec laquelle les échanges maritimes furent nombreux.

**Les rapports tributaires entre les royaumes indochinois et l'empire chinois expliquent aussi la perdurance de ces rapports sur le temps long.**

**Vous expliquez très bien et avec moult détails, aussi bien sur le plan culturel, historique que géopolitique, dans *Chine-Inde - La guerre des Mondes*, cette rivalité entre ces deux continents peuplés tous deux de plus d'un milliard d'habitants. Cette méfiance réciproque qu'ils entretiennent se nourrit notamment de la guerre sino-indienne de 1962, des différends territoriaux toujours à ce jour non réglés (Aksai Chin, Arunachal Pradesh) et d'une frontière qui n'est toujours pas clairement définie (la ligne de contrôle effectif). Pensez-vous dans votre réflexion qui vous a amené à écrire ce livre que Pékin et New Delhi parviendront un jour à dépasser ce conflit fondateur aux multiples causes à ce jour non résolu ? Êtes-vous plutôt optimiste ou pessimiste à ce sujet ?**

Les armes peuvent parler. Elles ont déjà parlé dans des accrochages somme toute limités. Au Doklam, au Ladakh... Mais il existe un passif qui présage du pire pour l'avenir, et que vous rappelez fort justement : c'est le contentieux frontalier d'une part, la revendication par la Chine de l'Arunachal Pradesh de l'autre, les litiges liés à



la question de la maîtrise des fleuves, le Brahmapoutre notamment que les autorités chinoises souhaitent détourner de son cours, la question, loin d'être anecdotique, de la succession de l'actuel Dalai-lama réfugié depuis 1959 sur le sol indien et enfin des projets de connexion transcontinentaux opposés voire concurrents (*Belt and Road Initiative*, BRI, d'un côté, *India Middle East European Corridor*, de l'autre) qui se doublent de rapports stratégiques foncièrement antinomiques.

On pense à l'Indo-Pacifique ou à la commande d'une centaine d'avions de chasse français Rafale par l'Inde sans oublier la rivalité historique qui l'oppose à l'un des plus proches partenaires régionaux de la Chine, le Pakistan. Donc, pour résumer, les relations économiques vont se développer (ne serait-ce parce que le marché indien ne peut laisser indifférents les entrepreneurs chinois), chacune de ces puissances tentera de rappeler son opposition idéologique à l'Occident, par le biais des BRICS ou de l'Organisation de Coopération de Shanghai, mais leurs rivalités sont systémiques et des luttes d'influence commencent à s'exercer en Asie centrale ou au Cachemire par belligérants interposés, avec un net avantage pour l'Inde comparé à la Chine.

C'est une puissance désenclavée par son accès à l'océan et que les Européens espèrent utiliser comme contrepoids à la Chine. La conjoncture lui est donc favorable. Son heure est venue et ce n'est sans doute pas une bonne nouvelle pour Pékin.

**Ainsi que vous le mentionnez, Chine et Inde sont toutes deux membres des BRICS, coopèrent sur certains sujets (commerce, climat, par exemple), mais sont aussi en compétition s'agissant de leur influence respective en Asie et du leadership du « Sud global », en particulier. La montée en puissance de ces deux géants asiatiques peut-elle être pacifique selon vous, ou les amènera-t-elle inéluctablement, faute de place et d'intérêts opposés dans cet espace géostratégique vital pour eux-mêmes comme pour l'Occident, à s'affronter dans un conflit meurtrier ?**

Dans la continuité de ce qui vient d'être dit, l'intensification des échanges économiques, l'adhésion des deux puissances aux mêmes architectures multilatérales ne peuvent suffire à apaiser les tensions. Paradoxalement, la proximité que chacune entretient avec Moscou doit nous faire penser que dans cette trilatéralité, la Russie a un rôle d'équilibre entre Pékin et New Delhi beaucoup plus crédible et ancien que ne l'ont Bruxelles ou Washington. Est-ce que Moscou en a toutefois les moyens ?

De moins en moins il est vrai. Pour éviter le pire, il faut qu'un tiers puisse peser. Nous ne le voyons pas émerger encore à ce jour. Ce qui est sûr en

revanche, c'est que la région nodale de la confrontation sino-indienne actuelle et à venir est le Tibet et plus largement, l'Himalaya, véritable « nouvelle Asie centrale » comme je la qualifie dans l'ouvrage.

**On peut aussi y voir déjà un affrontement géostratégique indirect, avec la Chine qui développe des nouvelles routes de la soie que l'Inde peut considérer comme une sorte d'encercllement stratégique (cf. la stratégie du « collier de perles »), mais aussi une rivalité affichée de part et d'autre dans l'Océan indien et en Asie du Sud. De ce point de vue, peut-on parler d'une « guerre froide asiatique » que se livreraient actuellement Pékin et New Delhi ?**

Il est clair que du point de vue indien, la Chine est une menace structurelle. 1962 et la défaite indienne face à la Chine reste dans les mémoires. D'une manière plus tangible, la menace chinoise est ressentie comme telle au nord (Tibet), à l'ouest (Pakistan), à l'est (Birmanie, Bangladesh), au sud (Sri Lanka)... Autant de relais pour la puissance chinoise qui conforte New Delhi dans un sentiment d'encercllement.

Pour l'heure, l'Inde cultive ce multi-alignement dont elle fait grand cas pour se démarquer des puissances occidentales et ne pas s'aliéner ainsi le Sud global. Mais pour combien de temps encore ? L'Inde va être confrontée à des choix cornéliens. Peut-on penser qu'elle puisse jouer les cartes russe et européenne en même temps sans se voir confrontée à des contradictions ?

**Deux visions du monde incompatibles opposent-elles ces deux grandes puissances asiatiques, si l'on prend en compte leurs modèles politiques, autoritaire centralisé pour la Chine, démocratique pluraliste pour l'Inde ? En d'autres termes, leurs différences culturelles et surtout politiques rendent-elles entre ces deux pays le choc inévitable ?**

Vous avez raison de souligner la différence entre la nature des systèmes politiques qui les oppose.

Ce que l'on appelle plus généralement la question des valeurs et ce que j'appellerais la représentation de chacune de leur culture. La diversité est au cœur des représentations indiennes. Au reste, les Européens ne s'y sont pas trompés. Ils parleront longtemps « des Indes » tandis qu'ils conjugueront définitivement « la Chine » au singulier.

Pour autant, l'un et l'autre de ces pays partagent une culture impériale. Elle explique bien des choses dans les revendications irrédentistes de leurs dirigeants. Chacune de ces civilisations aspire par ailleurs à devenir un État-nation soit par une sinisation de ses marges pour l'une soit par l'élaboration d'une démocratie ethnique et religieuse ainsi que la définit le politologue et indianiste Christophe Jaffrelot, pour l'autre.



**On observe, comme vous le relevez vous-même, des tentatives de diversification de la part de l'Inde, (comme c'est le cas d'autres pays) face à la dépendance chinoise, notamment en direction des États-Unis et de l'Union européenne. Le commerce entre Pékin et New Delhi est important mais déséquilibré avec un déficit commercial indien supérieur à 100 milliards de dollars. Il existe par ailleurs entre les deux une méfiance technologique croissante. Diriez-vous que la mondialisation rapproche ou oppose ces deux puissances planétaires ? Pouvez-vous illustrer votre réponse à l'aide d'exemples concrets ?**

La diversification des partenaires pour l'Inde s'est accélérée à partir de 1991 et la chute de l'URSS. Dans ce contexte, elle opte pour la *Look East policy* à destination des pays de l'ASEAN puis en 2014 à l'instigation de Narendra Modi son pendant, la *Look West policy*. Elle est alors amenée à rencontrer le concurrent chinois. Le cas de l'Iran est à ce sujet particulièrement significatif. convoité tant par la Chine que l'Inde pour ses ressources pétrolières, l'Iran est une pièce maîtresse majeure de la Chine dans son dispositif de la *Belt and Road Initiative* – BRI – comme il l'est pour l'Inde dans la survie de son projet *North South International Corridor* qui relie l'Inde à la Russie via l'Iran. Notons par ailleurs que l'Inde est l'un des rares États du monde à ne pas avoir adhéré au projet *Belt and Road Initiative* – BRI – en prenant des mesures phares telles que l'interdiction de *TikTok* sur son territoire.

**Cette méfiance à l'égard de la Chine va de pair pour l'Inde avec une compétition acharnée dans le domaine de l'aérospatial. L'Inde et l'Union européenne ont par ailleurs signé, on le sait, un traité de libre-échange et confirment la volonté de leur rapprochement.**

Avec les États-Unis, le rapprochement est beaucoup moins évident. Il y a chez les militaires et les diplomates indiens notamment une très nette méfiance à l'encontre de Washington qui n'est pas à leurs yeux un partenaire fiable. Rappelons que les États-Unis ont dans le contexte de la guerre froide privilégié le Pakistan contre l'Inde, partenaire de l'ex-Union soviétique. Les récentes admonestations de Donald Trump

menaçant les importations indiennes de 50 % de taxes ont renforcé cette méfiance. Comme l'écrivait si bien Héraclite, « l'opposé coopère ». Autrement dit, ces rapports de force constituent une chance pour les Européens.

**Enfin, dernière question qui m'apparaît centrale : selon vous, la Chine et l'Inde seront-elles amenées à coopérer comme deux piliers du monde multipolaire ou bien à s'affronter durablement dans une course pour la domination de l'espace asiatique ?**

Nous ne prenons pas le chemin d'une coopération. Un exemple révélateur en cela est la lutte contre le réchauffement climatique et la fonte des glaciers dans l'Himalaya. Des millions de personnes vont être touchées par ces bouleversements. Pourtant ni New Delhi ni Pékin ne donnent des signes d'une velléité de coopération. Autant la Chine se donne réellement les moyens pour accéder à une réelle éco-durabilité, autant l'Inde ne se préoccupe pas des questions environnementales ou de la pollution.

D'un point de vue théorique, l'une comme l'autre de ces puissances considèrent que le système international actuel n'est plus représentatif de l'émergence de pays qui en 1945 ne pesaient guère il est vrai, tout simplement parce qu'ils étaient encore régis par des puissances coloniales. Pékin et New Delhi sont par ailleurs sensibles à la dédollarisation du système économique mondial. Ainsi, l'Inde achète des hydrocarbures russes en roupies tandis que la Chine achète son pétrole iranien ou son soja brésilien en yuan. Qu'est-ce à dire ? Chacune de ces puissances ne cesse de rappeler l'affirmation de sa souveraineté. La mondialisation continuera d'exister mais en silos et d'une manière plus fragmentée. En somme, en Asie, et entre ces deux puissances, il n'existera qu'un seul lit pour deux rêves...

[1] Liang Shuming (1893-1968) fut un philosophe néo-confucéen (incorporant la pensée bouddhiste), éducateur et réformateur social chinois du XXe siècle. Figure majeure du renouveau confucéen, il chercha à démontrer la pertinence de la tradition chinoise face aux bouleversements politiques et culturels de la Chine moderne.

[2] Éditions PUF, 2021, 348 pages.

[3] Éditions du Cerf, 2025, 275 pages.

[4] Site de l'une des dernières capitales de la dynastie pré-impériale Shang (vers 1300-1046 avant J.C.).

---

**Emmanuel Lincot**

Professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue, Emmanuel Lincot est aussi directeur de recherche à l'IRIS. Il conseille les plus hautes instances de l'État et organise des voyages d'études à caractère géopolitique et culturel dans ces régions.



**CHEN Yo-Jung**  
Ancien diplomate français



## Article Nouveaux Regards

# Japon-USA : un sommet pas comme les autres.

Par CHEN Yo-Jung

Madame Sanae Takaichi, nouvelle cheffe du gouvernement japonais, a effectué le 19 mars dernier une visite officielle très remarquée à Washington en tant que premier dirigeant d'un pays du G7 à rencontrer le président Donald Trump après l'ouverture des hostilités lancées par ce dernier contre l'Iran.

### Un papillon voletant vers une chandelle allumée

La visite s'inscrivait à l'origine dans un contexte bilatéral normal visant à reconfirmer l'alliance nippo-américaine après l'arrivée en novembre dernier de Madame Takaichi à la tête du gouvernement japonais. Depuis la fin de la guerre, une telle visite constitue un rituel incontournable pour tout nouveau dirigeant japonais.

Outre la confirmation de l'alliance sacro-sainte entre les deux pays, le programme de la première ministre incluait celle des projets de coopération industrielle et d'investissements japonais d'un montant total de 550 milliards de dollars auxquels Tokyo s'était engagé l'an dernier vis-à-vis de Washington dans le cadre des négociations sur les tarifs douaniers, y compris le lancement d'une coopération dans le domaine de la construction navale et plus spécifiquement dans le secteur des matériaux critiques, dont les terres rares. S'ajoutait le projet

cher à Monsieur Trump d'achat par le Japon du pétrole de l'Alaska. Par ailleurs, face à une détérioration préoccupante de ses relations avec son grand voisin à la suite des propos tenus en novembre dernier par Madame Takaichi sur Taïwan [1], la partie japonaise espérait profiter de cette visite pour se concerter avec son principal allié américain sur une position commune face à la Chine avant la visite reportée aux 14 et 15 mai 2026 du président Trump à Pékin.

Cependant, le caractère de la visite a pris une tournure inattendue à la suite des hostilités ouvertes par l'Amérique et Israël contre l'Iran le 28 février, à peine deux semaines avant le départ de Madame Takaichi pour Washington. Cette guerre d'agression, avec ses graves répercussions pour le monde entier et surtout pour le Japon, dont 93 % des importations des ressources énergétiques passent par le détroit d'Ormuz, menaçait de changer complètement les enjeux de la visite.

En particulier, la demande de Monsieur Trump adressée à ses alliés, dont les Européens et le Japon, de prendre part à une opération militaire de déblocage du détroit d'Ormuz, mettait Tokyo face à un trilemme : entre sa loyauté d'ordre stratégique envers l'Amérique ; sa contrainte d'entretenir de bonnes relations avec les pays



producteurs de pétrole au Moyen-Orient, dont avec l'Iran [2]; et, par-dessus tout, son obligation légale, en vertu de l'article 9 de sa Constitution « pacifiste » [3], de s'abstenir de toute action armée, notamment dans un conflit international en cours.

À la veille de la visite de Madame Takaichi, Monsieur Trump ruminait encore une colère noire à l'encontre des alliés de l'OTAN qui avaient tous refusé de prendre en charge eux-mêmes la sécurisation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, plutôt que de laisser cette responsabilité principalement aux États-Unis. Considérant le comportement irascible de l'occupant de la Maison Blanche, l'opinion publique japonaise était persuadée que sa première ministre, telle un papillon voletant vers une chandelle allumée, allait se brûler les ailes faute de pouvoir donner son consentement au déploiement des Forces d'autodéfense japonaises (FADJ) dans le détroit d'Ormuz, au risque de violer la Constitution de l'archipel [4].

Il faut rappeler que le Japon a déjà été à plusieurs reprises dans le passé obligé d'apporter son soutien aux « guerres américaines » sous différentes formes non-combattantes, à la limite de ses contraintes constitutionnelles : contribution financière massive de 13 milliards de dollars à la guerre du Golfe en 1990 ; ravitaillement en mer de navires américains pendant la guerre en Afghanistan en 2002 ; construction d'infrastructures en Irak par les FADJ de 2003 à 2009. Dans le cas de l'Irak, il fallut à Tokyo promulguer une nouvelle loi spéciale pour permettre à ses Forces d'autodéfense de sortir du territoire national afin d'aller construire des hôpitaux et des routes en Irak, mais à la seule condition que ce soit loin des théâtres d'opérations militaires.

### **Un succès inattendu à coup d'embrassades et de flatteries**

À la surprise générale, vue par la partie japonaise, la rencontre du 19 mars à la Maison Blanche de Madame Takaichi avec son hôte américain s'est révélée, en fin de compte, un franc succès.

Selon certains observateurs japonais, la première ministre japonaise s'en serait tirée miraculeusement, sans avoir à subir les pressions de Monsieur Trump. La surprise était d'autant plus grande que Donald Trump semblait, sans s'emporter comme de coutume, s'être rangé aux arguments de son interlocutrice lui expliquant patiemment et en détail « *ce que le Japon pourrait faire et ne pas faire dans le cadre légal du pays* ».

Rien que ce fait a conduit l'ensemble des observateurs politiques au Japon, dont le journaliste du quotidien Sankei Shimbun Kenji Minemura (spécialiste des questions de

politique chinoise, sécurité en Asie et géopolitique), à accorder à ce sommet nippo-américain un score de 95/100 au profit de Sanae Takaichi.

Avec la question épineuse de l'implication du Japon dans le détroit d'Ormuz ainsi mise de côté (en attendant que Monsieur Trump change d'avis, ce qu'il semble avoir fait le 6 avril en se plaignant à nouveau que le Japon « *ne fait rien pour nous aider...* »), la partie japonaise a pu traiter avec le président américain les sujets fixés préalablement à l'ordre du jour. Pour l'opinion japonaise, qui avait en mémoire les entretiens houleux à la Maison Blanche entre son occupant et des dirigeants d'autres pays, ce déroulement sans vague des entretiens constituait en soi un succès à porter au crédit de Madame Takaichi.

Selon des participants japonais à cette discussion, Monsieur Trump a semblé apprécier en particulier l'offre japonaise d'acheter du pétrole de l'Alaska ainsi que le paquet de projets énergétiques et industriels japonais dans le cadre de l'accord Japon-États-Unis (estimé à 550 milliards de dollars au total), portant pour ce qui concerne la deuxième tranche sur un montant de 73 milliards de dollars, sur le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires (40 milliards de dollars) et de centrales au gaz naturel (33 milliards de dollars) répartis sur plusieurs sites (Tennessee, Alabama pour les réacteurs ; Pennsylvanie et Texas pour les centrales).

Il leur a semblé que le président américain, isolé de ses alliés européens traditionnels, voulait faire du Japon un partenaire modèle se différenciant « *de ces ingrats de l'OTAN* ». De là s'expliquerait son abstention à exercer de trop fortes pressions sur la dirigeante japonaise.

### **Mais le succès remporté par Madame Takaichi n'a pas manqué de s'accompagner de controverses :**

#### **Controverse 1 : Une diplomatie de la flatterie jugée excessive.**

Ce succès inattendu a été attribué au sens de la flatterie, qualifiée de « *charme personnel* » de la dirigeante japonaise par le *New York Times*, mais jugée grossière, honteuse et obséquieuse par nombre de ses concitoyens. Des quotidiens de tendance libérale, dont en premier l'*Asahi Shimbun*, ont critiqué le « *manque de dignité* » de la part d'une cheffe de gouvernement.

Même si 69 % des Japonais ont applaudi leur première ministre pour avoir réussi à surmonter ce sommet a priori difficile face à un interlocuteur redouté, une partie non négligeable de l'opinion nipponne s'est dite



agacée et gênée de voir leur dirigeante se comporter « *comme une hôtesse de bar s'évertuant à plaire au client dans une absence totale de dignité qui revient en principe à un chef de gouvernement* » : embrassades et accolades plus que la normale, éloges exagérés, danse sans retenue au dîner officiel, complicité avec son hôte pour ridiculiser l'ex-président Joe Biden, etc.

Prenant la parole dans une émission sur YouTube, Hama Noriko, économiste et professeure universitaire, connue pour ses analyses critiques de la politique économique japonaise contemporaine, s'est dite accablée de honte de voir sa première ministre étaler devant le monde entier une telle absence de retenue et de dignité. De son côté, Tanaka Hitoshi, ancien haut diplomate et aujourd'hui analyste des relations internationales, spécialisé dans la diplomatie asiatique, s'est interrogé s'il était normal pour une dirigeante d'un pays souverain de s'appuyer sur son « charme féminin » pour négocier avec le président américain.

Dans un pays à 80 % opposé à la « *guerre illégale de Trump* » contre l'Iran, la flatterie de Mme Takaichi a choqué nombre de ses concitoyens en particulier lorsqu'elle déclare, sans rire, à l'homme qui venait de déclencher une guerre contre l'Iran : « *Donald, tu es la seule personne à pouvoir instaurer la paix et la prospérité dans le monde et je suis là pour te soutenir dans cette entreprise* ». Pour Saruta Sayo, présidente du think tank « *New Diplomacy Initiative* », cette déclaration « *ignominieuse* » de soutien à une guerre jugée de tous les points de vue illégale, même si c'était pour flatter un interlocuteur difficile, pourrait bien risquer un jour de se retourner tel un boomerang contre le Japon.

Malgré toutes ces réactions négatives suscitées par ce que Valérie Niquet, experte des questions stratégiques en Asie, appelle « *the art of the hug* » (l'art de l'accolade) de Mme Takaichi, la majorité des commentateurs politiques au Japon sont plutôt d'avis que la visite a été un grand succès dans son ensemble.

Ils s'accordent à estimer que la flatterie de Mme Takaichi, pour aussi agaçante et humiliante qu'elle soit, était le seul recours possible pour un pays comme le Japon pour désarmer un interlocuteur aussi pénible que M. Trump et garantir ainsi ses intérêts nationaux. S'accordant avec Kenji Minemura cité plus haut, la journaliste politique Iwata Akiko apprécie surtout le fait que la dirigeante japonaise ait très bien réussi l'acrobatie diplomatique consistant à « *dire non à M. Trump sans avoir à prononcer le mot non* ». De son côté, Sato Yu, ancien diplomate et essayiste très connu en géopolitique, admire la façon dont Mme Takaichi a adroitement esquivé les foudres du

président Trump « *en lui opposant un « non » (sur l'envoi immédiat de forces armées japonaises) sans pour autant exclure la possibilité d'un « oui » dans l'avenir* ».

### Controverse 2 : Vous avez dit « Pearl Harbor » ! ?

Le sommet nippo-américain du 19 mars a été marqué par une petite phrase, jugée déplacée à l'égard du Japon, lâchée par le président Trump lors de la conférence de presse.

Interrogé par un journaliste japonais sur la raison pour laquelle il n'avait pas prévenu ses alliés avant de déclencher les attaques contre l'Iran, le président américain a répondu : « *Who knows better about surprise than Japan ? Ok ? Why didn't you tell me about Pearl Harbor ? Ok ? Right ?* ». Cette réponse a été vue par les médias occidentaux comme potentiellement gênante pour Tokyo, surtout dans un contexte censé renforcer l'alliance américano-japonaise, quand bien même celle-ci était prononcée sur le ton ironique et de la plaisanterie coutumière qui distingue M. Trump.

Mais la réaction des médias et commentateurs japonais à la remarque du chef d'État américain a été globalement plus mesurée et prudente que dans une partie de la presse occidentale, avec toutefois plusieurs nuances importantes.

Les grands médias japonais (comme NHK, Asahi Shimbun, Yomiuri Shimbun) ont surtout rapporté la phrase « *malheureuse* » de M. Trump de façon factuelle, évitant les jugements émotionnels forts dans leurs titres, insistant plutôt sur le contexte diplomatique global de la visite (sécurité, alliance USA-Japon).

Les spécialistes des relations internationales ont généralement souligné que Trump utilisait souvent des références historiques simplifiées pour parler de stratégie militaire, que le plus important diplomatiquement était la coopération USA-Japon, pas la phrase elle-même, et que la réaction officielle japonaise devait rester neutre pour éviter tout froissement inutile.

Bref, au Japon, la réaction a été surtout prudente, factuelle et diplomatique, avec un certain inconfort mais sans polémique majeure, contrairement à certaines lectures plus critiques dans la presse occidentale. Ce n'était pas d'ailleurs la première fois que Trump se lançait dans un tel exercice. Déjà, en 2018, Trump aurait dit à son interlocuteur d'alors Shinzo Abe : « *I remember Pearl Harbor* », dans le cadre d'une discussion tendue sur le commerce et le déficit américain.

Une partie des commentateurs japonais (anciens diplomates, éditorialistes) s'est



toutefois montrée plus critique à l'égard de la première ministre, jugeant que le fait de ne pas réagir devant de tels propos (même si elle montre une certaine gêne à l'écran) pouvait donner une impression de déséquilibre dans la relation bilatérale. Certains ont même parlé à son propos d'une posture jugée trop « passive » face à une remarque perçue comme déplacée.

D'autres n'ont pas manqué de souligner le contraste avec le chancelier Merz qui avait su remettre Donald Trump à sa place lorsque ce dernier évoquait devant lui, lors de l'anniversaire du « D-Day » du 6 juin 2025, le passé nazi de l'Allemagne. Les critiques venues des médias, dont de la chaîne TV Asahi, ont cependant bien été obligées d'admettre dans le même temps que, dans de telles circonstances, le silence regrettable de la première ministre était inévitable étant donné l'importance qu'il y avait à privilégier un rapport cordial avec l'occupant actuel de la Maison Blanche.

Par ailleurs, une partie de l'opinion s'exprimant sur les réseaux sociaux en a plutôt voulu au journaliste japonais auteur de la question qui avait conduit M. Trump à faire cette réponse maladroite.

Le contraste entre les réactions flegmatiques des Japonais et les cris d'orfraie de la presse étrangère peut s'expliquer par des codes culturels, des priorités diplomatiques et des systèmes médiatiques différents :

La société japonaise s'attache traditionnellement au « wa » (和), l'esprit d'harmonie et de retenue, qui amène à éviter les réactions trop directes et virulentes, surtout quand il s'agit des États-Unis d'Amérique, allié majeur, protecteur et en quelque sorte suzerain du Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Contester ouvertement une autorité supérieure, en l'occurrence Washington, est simplement quelque chose qui ne se fait pas au Japon, surtout au niveau officiel.

Le pragmatisme est une vieille tradition au Japon. Ce pragmatisme l'a conduit en 1868 à passer du jour au lendemain du statut d'un pays féodal à une puissance impériale moderne. Il lui a permis, en 1945, d'accueillir sans aucune résistance l'occupation militaire de l'ex-ennemi américain. Aujourd'hui, ce pragmatisme conduit les Japonais à comparer d'une part l'avantage d'une réaction émotionnelle et conflictuelle à la petite phrase de M. Trump, au risque de se le mettre à dos, et d'autre part, les bénéfices du maintien d'un rapport cordial avec l'homme fort américain. Le choix paraît évident.

Même s'ils ont pu être gênés par la « blague » de mauvais goût du président américain, les Japonais dans leur majorité estiment plus embarrassant encore le comportement

obséquieusement flatteur de leur propre première ministre devant le locataire de la Maison Blanche. L'économiste Hama Noriko, par exemple, se dit offusquée plus par l'inélégance de la flatterie de Mme Takaichi que par la plaisanterie somme toute stupide d'un dirigeant américain non moins inélégant.

Pour beaucoup de jeunes Japonais, la Seconde Guerre mondiale et la polémique de l'attaque surprise sur Pearl Harbor ne sont plus qu'un souvenir lointain. Elles font partie de cette histoire malheureuse de leurs ancêtres à laquelle ils ne s'identifient plus. Il y a même une proportion non négligeable de la jeunesse qui ignore que leur pays a été en guerre contre l'Amérique dans le passé. De là à leur demander de faire preuve d'indignation devant la blague douteuse de M. Trump sur Pearl Harbor, il y a un long chemin à parcourir.

### Controverse 3: quid de l'article 9 de la Constitution ?

Il est apparu évident que le gain le plus précieux recueilli par Sanae Takaichi dans ce sommet nippo-américain a été sa réussite à esquiver la pression du président américain pour une entrée du Japon dans la guerre contre l'Iran. Elle doit ce succès à l'article 9 de la Constitution « pacifiste » du Japon que la première ministre a réussi à faire comprendre à son interlocuteur américain, déclarant après l'entretien: « Je comprends que le Japon a ses contraintes particulières ». Au Japon, plusieurs commentateurs sont allés jusqu'à dire que Mme Takaichi avait « sauvé sa peau grâce à l'article 9 ».

Cela ne manque pas de piquant quand on sait que la première ministre, ultranationaliste et adepte d'un réarmement du Japon, est précisément connue pour son hostilité à ce même article 9 ! Elle est à la tête d'un parti qui a toujours réclamé (sans succès jusqu'ici) la révision de la Constitution japonaise « pacifiste », imposée il y a 80 ans par les forces d'occupation américaines.

Le PLD (parti au pouvoir) a toujours voulu modifier, sinon supprimer complètement, l'article 9 de façon à ce que le Japon puisse se doter formellement d'une puissance militaire qui ose prendre le nom d'« armée » au lieu de celui de « Forces d'autodéfense japonaise », et qui pourrait en toute légalité participer à des conflits hors de ses frontières comme celui mené actuellement par les États-Unis avec l'Iran.

Il y a depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un débat national au Japon entre, d'une part, les libéraux qui défendent le pacifisme rendu possible par l'article 9 et, d'autre part, les nationalistes qui souhaitent s'en débarrasser et



supprimer ainsi le flou juridique jugé gênant pour la défense nationale du pays.

## **Au retour de Mme Takaichi au Japon, ce débat a repris avec une vigueur accrue.**

Les forces libérales et pacifistes (représentées par des médias comme le quotidien Asahi Shimbun) se satisfont du fait que l'article 9 ait permis au Japon d'éviter de se faire entraîner dans une guerre qu'elles considèrent indésirable. Quant aux nationalistes, ils reprochent à cet article de la Constitution d'avoir, encore une fois, empêché l'archipel d'honorer ses obligations en tant qu'allié fidèle des États-Unis, ce qui constitue à leurs yeux, une nouvelle tache déshonorante pour le pays.

Traditionnellement, les Japonais sont en majorité favorables au maintien de l'article 9 qui a permis jusqu'à présent au Japon d'être l'un des rares pays au monde à n'avoir jamais tiré un seul coup de feu dans un conflit depuis 80 ans. Mais ce sentiment semble évoluer depuis ces dernières années à la suite de la montée de la perception de la menace chinoise et nord-coréenne et de la progression du sentiment xénophobe qui règne dans la société japonaise.

Dans ce contexte, Mme Takaichi, qui dispose maintenant d'une majorité absolue à la chambre basse (chambre des représentants) de la Diète (316 sièges sur 465), semble être en bonne voie pour réaliser ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'a pu faire : lancer le processus long et difficile vers un tout premier amendement de la Constitution dans l'histoire de ce pays.

### **Conclusion**

La tenue d'un sommet nippo-américain constitue une routine si banale qu'elle n'intéresse que généralement l'opinion japonaise seule, avec très peu de réactions dans la presse américaine ou internationale. Le dernier en date du 19 mars 2026, entre Sanae Takaichi et Donald Trump a, à l'inverse des précédents, retenu l'attention internationale, dans un contexte géopolitique particulier, du

fait d'une petite phrase du chef de la Maison Blanche et de l'absence de réaction de son interlocutrice japonaise à celle-ci, plus portée à faire preuve de complaisance à l'égard de son hôte.

Alors que les deux parties ont conclu des accords mutuellement bénéfiques sur la coopération industrielle, les investissements et en matière de défense, l'attention portée de part et d'autre au dérapage verbal américain et à la conduite excessivement polie japonaise a conduit à des réflexions sur les différences culturelles et les sensibilités entre Japonais et Occidentaux.

On apprend notamment de ce sommet nippo-américain qu'une petite phrase déplacée sur le Japon qui fait crier au scandale la presse occidentale laisse au contraire les Japonais de marbre. Et on constate que l'excès de flatterie de la première ministre japonaise envers son hôte américain est apprécié comme un « charme personnel » venant de celle-ci par le *New York Times* alors qu'elle agace l'opinion japonaise qui la trouve à l'inverse « vulgaire » et « indigne ».

Donc, à chacun sa culture et sa façon d'interpréter les choses...

[1] Voir *Au Japon, une femme à la barre! - Et alors ? Nouveaux Regards sur l'Asie*, mars 2026

[2] Le Japon n'est depuis 2019, à la suite des sanctions américaines contre l'Iran, plus dépendant de ce pays pour ses importations de pétrole et de gaz, mais il reste fortement dépendant indirectement de Téhéran, car environ 95 % de son pétrole provient du Moyen-Orient et transite par des zones stratégiques influencées par l'Iran, comme le détroit d'Ormuz.

[3] Article 9. Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'emploi de la force comme moyen de règlement des différends internationaux. Afin d'atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes, ni aucun autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu.

[4] Les Forces d'autodéfense japonaises sont une armée moderne, mais juridiquement limitée par la Constitution du Japon à la défense du territoire, née du pacifisme d'après-guerre.

---

**CHEN Yo-Jung**

Né en 1947 à Taïwan, CHEN Yo-Jung a grandi au Vietnam et à Hong Kong. Il a fait ses études supérieures au Japon puis a servi pendant 23 années à l'ambassade de France à Tokyo en tant qu'attaché de presse et traducteur interprète. Naturalisé Français en 1981, CHEN Yo-Jung est devenu en 1994 fonctionnaire titulaire du Quai d'Orsay. Il a servi en tant que consul adjoint/conseiller de presse dans plusieurs postes diplomatiques et consulaires français, dont à Tokyo, Los Angeles, San Francisco, Singapour et Pékin, avant de prendre sa retraite au Japon en 2012.



## Bernard Thomann

Directeur de l'Institut français de recherches sur l'Asie de l'Est.

### Article Nouveaux Regards

# Travail et conservatisme au Japon.

Par Bernard Thomann

La Fondation France-Asie remercie La Vie des Idées qui l'autorise à reprendre cette publication disponible ici : <https://laviedesidees.fr/Travail-et-conservatisme-au-Japon>

Selon la première ministre japonaise, les Japonais doivent travailler toujours plus. Ce discours productiviste doit être replacé dans l'histoire longue du conservatisme japonais et de son rapport avec le libéralisme.

Sanae Takaichi, première femme à devenir cheffe de gouvernement au Japon, est arrivée au pouvoir en octobre 2025 avec une relance budgétaire ambitieuse : un plan de 21 300 milliards de yens (136 milliards d'euros) a été lancé dès novembre 2025, et des secteurs clés ont été identifiés pour être financés.

Cultivant un message volontariste, son arrivée a été marquée par une tirade choc prononcée juste après son élection à la présidence du Parti libéral-démocrate (PLD) : « *Nous sommes peu, il faut que tout le monde travaille, travaille comme des chevaux de trait. Moi-même, j'abandonne l'idée d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Je vais juste travailler, travailler, travailler, travailler, travailler !* »

De plus, elle s'est permise des jeux de mots qui semblaient se moquer de la principale réforme des dernières années visant à réduire les longues heures de travail et à promouvoir une

plus grande égalité dans les relations professionnelles. Le nom de « *Atarashī hatarakikata kaikaku* » (réforme des nouvelles manières de travailler) a ainsi été remplacé par « *Hatarakitai kaikaku* » (« réforme de ceux qui veulent travailler »).

#### Travailler plus, mais pour quel salaire ?

Ces déclarations, largement relayées par les médias japonais et étrangers, rompent avec la plupart des discours politiques récents, y compris conservateurs, qui semblaient avoir pris acte du coût du productivisme sur la santé des travailleurs. L'abandon revendiqué de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée apparaît en décalage avec la nécessité régulièrement exprimée de changer les pratiques professionnelles pour favoriser une plus grande égalité des chances pour les femmes dans l'emploi.

*Si ces propos ont suscité une certaine adhésion, c'est qu'ils font vibrer la fibre du sacrifice par le travail, valeur morale sur laquelle les entreprises et les politiciens conservateurs japonais ont toujours joué.*



Cependant, d'un autre côté, ils ont aussi provoqué des interrogations, voire des inquiétudes, concernant l'avenir des politiques visant à favoriser le travail des femmes et à protéger la santé au travail.

Si le ton de Takaichi frappe, il ne faut pas exagérer la rupture qu'il représenterait par rapport aux politiques menées depuis trois décennies par les gouvernements successifs du Parti libéral-démocrate (PLD), marquées par une stagnation des salaires et une précarisation croissante d'une partie de plus en plus importante de la population salariée. Environ 37% de la population salariée est aujourd'hui sur des statuts non réguliers, sans compter le nombre de plus en plus important de travailleurs indépendants de plateformes.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir, aucun objectif de hausse du salaire minimum n'a été annoncé, alors que celui-ci reste bien inférieur à celui des autres pays. À titre d'exemple, le salaire minimum horaire à Tokyo est de 1 226 yens, soit environ 6,7 euros.

Concernant les augmentations de salaire dans les entreprises, le gouvernement se repose principalement sur des appels à la bonne volonté des employeurs, ce qui pousse certains commentateurs à affirmer que les entreprises peuvent simplement ignorer ces appels. Takaichi reprend en outre une rhétorique inspirée de Donald Trump, avec la création d'un bureau spécial au sein du Secrétariat du Cabinet (Naikaku Kanbō) chargé de traquer les « dépenses inutiles ».

**Le gouvernement a ainsi mis en place un département d'une trentaine de personnes pour repérer et éliminer ces dépenses, dans un style clairement inspiré du « DOGE » américain, sous l'appellation « revue pour la réduction du gaspillage. » (Muda sakugen rebyū).**

Pour Takaichi, qui reste silencieuse sur la répartition des profits entre actionnaires et travailleurs, c'est avant tout l'augmentation du volume de travail qui doit permettre une hausse des salaires. Un éditorial du mois de février 2026, intitulé « *Le débat électoral ignore le vrai sens de la réforme des nouvelles façons de travailler* » et publié par le quotidien national *Mainichi*, concluait ainsi : « *L'idée selon laquelle travailler de longues heures permettrait de résoudre les pénuries de main-d'œuvre est une approche simpliste qui ne fera rien pour stimuler la productivité ni pour enrayer le déclin du taux de natalité. Les dirigeants politiques doivent faire preuve de sagesse pour protéger les travailleurs tout en insufflant une nouvelle*

*vitalité à la vie économique et sociale japonaise.* »

### **La trajectoire néolibérale du conservatisme néonationaliste japonais**

Les réformes du marché du travail menées au cours des vingt dernières années, y compris celles préconisées par Sanae Takaichi, peuvent être interprétées comme « néolibérales », dans la mesure où elles remettent en cause les compromis sociaux établis après la Seconde Guerre mondiale au nom d'un retour aux mécanismes du marché. Ces compromis sociaux, conclus dès les années d'après-guerre par des gouvernements du PLD, reposaient sur l'idée que l'industrialisation accélérée du pays nécessitait une politique sociale visant à améliorer le niveau de vie, à assurer la reproduction sociale et à intégrer une population salariée de plus en plus nombreuse à l'ordre politique dominant.

Avec la fin de la guerre froide et la disparition de la menace communiste, l'affaiblissement du syndicalisme, l'absence de menace sanitaire majeure et l'hégémonie des valeurs consuméristes, les gouvernements du PLD ont ressenti de moins en moins le besoin de prendre en compte les intérêts spécifiques des salariés. Cependant, l'ensemble du parti s'est-il réellement converti au « néolibéralisme », ou existe-t-il au sein du principal parti conservateur japonais une critique de l'évolution du capitalisme japonais ?

Sanae Takaichi, comme Shinzō Abe, peut être associée à un conservatisme visant à restaurer la puissance nationale par la croissance économique et une révision de la Constitution pacifiste d'après-guerre, tout en affichant une hostilité envers le mouvement social, jugé subversif, héritée d'un anticommunisme marqué. Ce conservatisme, présent dès la création du PLD en 1955 et dont les figures récentes les plus emblématiques ont été Jun'ichi Koizumi et Shinzō Abe, s'est largement fondu dans un programme de dérégulation néolibérale.

Si jusqu'aux années 1980, l'économie dans son ensemble avait connu une croissance fordiste où élévation des salaires et consommation s'entretenaient, et un certain compromis social s'était instauré, après la crise de l'explosion de la bulle, au début des années 1990, la dynamique s'est éteinte.

Les réformes du système socio-économique japonais qui ont suivi ont culminé pendant le mandat de Jun'ichirō Koizumi (2001-2006). Il a notamment privatisé La Poste, s'attaquant à l'immense épargne postale qui avait le pouvoir d'orienter la politique industrielle et d'aménagement du territoire, tout en contribuant à financer le PLD [1].



Parallèlement, à la suite de la crise bancaire du début des années 1990, les entreprises ont eu besoin d'un plus grand recours au financement direct et d'attirer des capitaux étrangers en leur offrant des dividendes plus importants et en réduisant les coûts de la main-d'œuvre. Le capitalisme japonais semblait alors converger vers le capitalisme « anglo-saxon » [2].

### **Le keynésianisme néolibéral des « trois flèches » des « Abenomics » ?**

La politique économique de Shinzō Abe, successeur désigné de Koizumi, a pu sembler emprunter une voie légèrement différente du « néolibéralisme ». Pourtant, l'inspiration keynésienne des « Abenomics » se limitait aux mesures d'assouplissement monétaire et à la relance budgétaire.

La « troisième flèche », quant à elle, s'inscrivait dans la continuité des réformes structurelles des années 2010, centrées sur une dérégulation du marché du travail d'inspiration « néolibérale ». C'est durant cette période que furent adoptées les réformes les plus emblématiques de la dérégulation du marché du travail. Par exemple, en 2013, une réforme de la loi sur les contrats de travail a prolongé la durée maximale des contrats à durée déterminée de trois à cinq ans, facilitant ainsi leur renouvellement sans obligation de conversion en CDI.

En 2015, une réforme de la loi sur le travail intérimaire a élargi les secteurs autorisés à recourir au travail intérimaire (*haken*), notamment dans la construction, la santé et les services, et a supprimé la limite de durée pour les contrats intérimaires dans certains cas, permettant un recours indéfini à cette main-d'œuvre.

Ces mesures ont largement contribué à augmenter la part des salariés non réguliers, et donc précaires, dans la population active. Pourtant, cette volonté de déréguler le marché du travail s'est accompagnée d'une tentative de corriger son caractère hiérarchique, où les femmes et les travailleurs non réguliers étaient traditionnellement considérés comme des variables d'ajustement au service de la stabilité des salariés réguliers. Ainsi, la « Loi sur la promotion de l'emploi des femmes » (2015) (*Josei katsuyaku suishin hō*) oblige les entreprises à publier des plans pour favoriser l'emploi féminin.

Mais ce sont surtout les lois liées à la « réforme des nouvelles manières de travailler » (2019) (*Hatarakata kaikaku kanren hō*) qui se sont attaquées à ce double caractère hiérarchisé du marché de l'emploi. Les entreprises ont ainsi été tenues de faire bénéficier aux salariés non réguliers des assurances maladie et retraite, jusque-là réservées aux salariés réguliers.

Cependant, l'objectif de ces réformes était autant de libéraliser et de fluidifier un marché du travail structuré par des compromis sociaux hérités de l'après-guerre avec les syndicats de salariés réguliers, que d'accorder davantage de droits sociaux à l'ensemble des travailleurs. Le caractère ambigu de ces réformes est visible dans le fait que l'encouragement à l'embauche de femmes n'était pas accompagné d'une limitation du recours aux emplois non réguliers ou à temps partiel.

**Certaines mesures, comme le système de temps de travail pour les professionnels hautement qualifiés, pourraient même déréguler davantage certaines protections contre le karōshi, la mort par excès de travail, comme l'a alerté la plus grande centrale syndicale, Rengō [3].**

L'introduction du principe « à travail égal, salaire égal », qui oblige les entreprises à réduire les écarts de traitement salarial et de protection sociale injustifiés entre salariés permanents et non permanents, allait dans le sens d'une normalisation des CDD [4]. Cependant, les secteurs recourant le plus aux salariés non réguliers traînent des pieds pour sa mise en œuvre [5].

L'arrivée au pouvoir de Takaichi, successeure affirmée de Shinzō Abe, pourrait donner l'impression d'une simple continuité des politiques du Parti libéral-démocrate. Pourtant, si l'on examine le mandat de Fumio Kishida (2021-2024), on peut percevoir la persistance d'une autre ligne, plus sociale, au sein du conservatisme japonais.

### **Le « nouveau capitalisme » avorté de Kishida**

Juste après la pandémie de Covid-19, face aux dégâts sociaux qu'elle a provoqués dans les catégories les plus précaires, mais aussi devant les résultats décevants des « Abenomics » [6], Fumio Kishida a mené campagne contre Takaichi pour l'élection à la présidence du PLD, afin d'accéder au poste de Premier ministre.

Cette campagne s'est déroulée dans un contexte de retour des critiques contre les réformes de dérégulation du marché du travail menées depuis les années 1980. Le mensuel Sekai a ainsi publié une longue tribune d'un « Réseau pour le droit à l'existence contre le coronavirus », rassemblant syndicats, ONG, intellectuels et journalistes, affirmant que l'État social devait être réinventé en retrouvant l'esprit



du « droit à l'existence » (*Seizonken*) de la Constitution d'après-guerre [7].

Kishida a remporté l'élection à la présidence du PLD face à Sanae Takaichi en s'appuyant sur un discours critique de ce que le capitalisme japonais était en train de devenir. Pendant la campagne, il a mis en avant, dans son ouvrage-programme « *Kishida Vision* », un « nouveau plan de doublement des revenus », faisant référence à la politique de haute croissance menée par Hayato Ikeda dans les années 1960.

Cette politique s'inscrivait dans un projet ambitieux, articulé autour d'une réflexion sur un « nouveau capitalisme », menée au sein d'un conseil créé dès son arrivée au pouvoir (2021–2024). Son ambition était de remettre à l'ordre du jour une véritable politique des revenus, mais aussi de corriger les excès du capitalisme financier en limitant la distribution de dividendes aux actionnaires.

Dès les années 2010, des économistes japonais comme Takehito Hara ou Satoshi Fujii avaient réactualisé une critique du capitalisme « anglo-saxon ». Cette critique était déjà largement présente dans les syndicats et chez certains économistes hétérodoxes, par opposition à la majorité des économistes formés aux États-Unis et gravitant autour des milieux financiers, qui avaient parfois été directement impliqués dans les réformes « néolibérales » [8].

Mais ce qui distinguait Hara et Fujii, c'est qu'ils ont été nommés plus tard conseillers du gouvernement Kishida. En plus de remettre en question l'idée d'une dette publique dangereuse pour le pays, la nécessité d'augmenter la taxe sur la consommation et l'idée que le globalisme sauverait le Japon, ils accusaient la conversion progressive du capitalisme japonais au capitalisme financier d'être la principale responsable de la stagnation des salaires, d'aggraver les inégalités et la précarité, notamment chez les jeunes et les travailleurs non réguliers. Satoshi Fujii, pour limiter l'inflation des dividendes au détriment des salaires, allait jusqu'à proposer un retour à une fiscalité beaucoup plus élevée pour les hauts revenus [9].

En effet, après la crise financière du début des années 1990, les entreprises, pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers et compenser les effets de la crise bancaire, avaient commencé à privilégier les actionnaires en favorisant la hausse des dividendes au détriment des salariés et de l'investissement à long terme.

Depuis 1997, les salaires ont stagné, tandis que les dividendes ont augmenté de plus de 500 %. Pour nourrir sa critique, Kishida s'est largement inspiré des idées de Hara, prônant un

capitalisme « d'intérêt public », où l'entreprise devait servir toutes ses parties prenantes (salariés, clients, société) et non seulement les actionnaires. L'objectif était de retrouver un cycle vertueux de type fordiste, où la croissance est redistribuée aux travailleurs pour stimuler la consommation [10].

Kishida a semblé renouer avec une politique des revenus, fixant un objectif ambitieux pour le salaire minimum national : 1 500 yens de l'heure d'ici le milieu des années 2030 (contre environ 1 000 yens à l'époque). Il a ainsi connu des hausses records, de l'ordre de +4 % à +5 % par an en 2023 et 2024.

Kishida a également tenté de soutenir les PME, particulièrement concernées par cette hausse, la Commission japonaise du commerce équitable (JFTC ou *Kōsei Torihiki linkai*) publiant des directives strictes interdisant aux grandes entreprises de refuser systématiquement les hausses de prix demandées par les PME pour augmenter leurs salaires. Le gouvernement a même menacé de publier le nom des grandes entreprises qui refusaient de négocier, afin de les inciter, par la pression sociale et médiatique, à être plus flexibles.

Cependant, Kishida n'a pas réussi à surmonter le rapport de force déséquilibré entre travailleurs et actionnaires, ni à sortir de la stagnation des salaires dans leur ensemble. La priorité des entreprises est restée l'augmentation des dividendes, afin de se montrer attractives pour les investisseurs grâce à des rendements sur capitaux propres (ROE) plus élevés [11].

### La survie du libéralisme japonais

***Malgré l'incapacité de Kishida à changer profondément l'évolution du capitalisme japonais, son mandat a au moins montré qu'il existait encore, au sein du PLD, une tendance « libérale » qui ne peut être confondue avec le « néolibéralisme » que semble encore incarner Takaichi.***

Si l'épisode du « nouveau capitalisme » de Kishida et les critiques adressées par une presse modérée comme le *Mainichi* au gouvernement de Takaichi attestent de la persistance d'une ligne « libérale », distincte du « néolibéralisme », comment définir ce libéralisme ? Selon le socio-historien Eiji Oguma [12], le libéralisme au Japon n'a pas de définition stabilisée, mais il possède une existence politique.



Il se situe, pour Oguma, entre conservatisme et communisme/socialisme, avec des lignes de fracture centrées sur la défense de l'article 9 de la Constitution et la politique de sécurité. Attaché aux grands principes de la Constitution d'après-guerre, y compris la définition des droits sociaux, on peut considérer qu'il doit être distingué de ce que les forces de gauche à travers le monde appellent le « néolibéralisme ». En ce sens, même sans menace communiste, et devant être compris comme une réflexion sur ce que signifie vivre en démocratie dans le Japon d'après-guerre, ce libéralisme considère que le capitalisme ne sera durable que s'il prend en compte un ensemble d'acteurs et s'il est capable d'offrir un certain niveau de citoyenneté sociale à tous, comme le prévoit l'article 25 de la Constitution avec son « droit à une vie matérielle et culturelle décente » (*seizonken*).

### Qu'est-ce que le conservatisme japonais au XXI<sup>ème</sup> siècle ?

Ce qui rend difficile la compréhension du conservatisme japonais, c'est que les clés de son interprétation ne sont plus tout à fait les mêmes, comme le souligne le politiste Shigeki Uno [13]. La définition du conservatisme s'est complexifiée depuis les années 1980. Sa fonction initiale était de freiner les changements radicaux, mais les rôles se sont inversés.

Depuis la « révolution conservatrice » de Ronald Reagan dans les années 1980, ce sont plutôt ceux qui se considèrent comme conservateurs qui prônent des changements radicaux, en s'attaquant à l'État social construit après la guerre. Pour Uno, l'expression « révolution conservatrice » est en soi une contradiction : si l'on vise la révolution, on n'est plus conservateur. Si ce phénomène est d'ampleur mondiale, un facteur électoral national doit aussi être pris en compte, ajoute Uno.

Le conservatisme d'Abe, au cours des vingt dernières années, reposait sur quatre piliers : la révision de la Constitution (article 9) ; le révisionnisme historique (minimiser la responsabilité de guerre) ; l'hostilité envers les médias de gauche ; et l'opposition aux partis de gauche. Abe avait réussi à élargir cette base tout en maintenant l'alliance avec le Kōmeitō (centre).

Mais pour Sanae Takaichi, la tâche est plus difficile. Elle ne peut plus se contenter d'attaquer la gauche. Avec l'émergence de partis populistes de droite comme le Sanseitō ou le Nippon Ishin no Kai, sa base électorale de droite risque d'être siphonnée par des partis plus radicaux. Elle est obligée de dériver davantage vers la droite, constituant cette fois une coalition avec le Nippon Ishin no Kai et perdant ainsi la capacité d'Abe à ratisser large jusqu'au centre.

D'où, par exemple, ses déclarations outrancières sur le travail, dont le message dépasse largement les enjeux de politique sociale pour flatter la fibre patriotique du service à la nation par le travail.

Si l'on tente de replacer la trajectoire droitiste de Takaichi dans l'histoire longue du capitalisme japonais, ne doit-on pas étudier plus profondément la relation entre libéralisme et conservatisme dans le contexte identitaire japonais ? C'est ce qu'affirme Satoshi Saeki [14], professeur émérite de l'Université de Kyōto, dans le mensuel très conservateur *Seiron*. Pour lui, la pensée majeure de la modernité, même japonaise, resterait le libéralisme.

Celui-ci repose sur une confiance immense dans la raison humaine et cherche à façonner la société et l'État autour de valeurs telles que la liberté individuelle, l'égalité des droits, la démocratie, les droits de l'homme universels, les relations contractuelles et l'État de droit. Face à cette pensée moderne, le conservatisme aurait pour fonction de sonner l'alarme, à la manière d'Edmund Burke face à la Révolution française. Il cherche à modérer les excès du rationalisme, de l'individualisme ou de l'égalitarisme.

Le dilemme fondamental du Japon d'après-guerre réside dans le fait que ce pays, dont les valeurs, la culture et la conscience religieuse différaient radicalement de celles des États-Unis, s'est retrouvé lié par une alliance forte avec ce dernier, qui faisait de la pensée libérale progressiste la norme universelle. L'alliance nippo-américaine n'aurait pas simplement été une réconciliation entre vainqueurs et vaincus, mais une relation asymétrique où les États-Unis, en tant que protecteurs, ont façonné la reconstruction du Japon.

Éliminer les valeurs traditionnelles japonaises, les conceptions historiques, religieuses et de la nature, ainsi que les systèmes moraux basés sur le confucianisme, a été perçu par Saeki comme une « éducation » du Japon, considéré comme un « enfant » par les États-Unis, le « père » de la civilisation. Le plus grand défi pour le Japon d'après-guerre a été de surmonter cette relation asymétrique, et la difficulté de cette tâche reste évidente aujourd'hui pour Takaichi, malgré ses succès électoraux et son discours de mobilisation nationale par le travail.

On peut objecter à cette interprétation ultraconservatrice et très culturaliste que le Japon n'a pas attendu l'occupation américaine pour s'interroger sur ses valeurs sociales traditionnelles, et que les discours conservateurs, dès la période d'avant-guerre, ont été largement réinventés. Cependant, ce discours conservateur peut nous aider à percevoir une autre dimension des déclarations de Takaichi sur le travail.



Au-delà de leur caractère électoraliste, de leur productivisme simpliste et de leur manière « néolibérale » de nier la question sociale, ses propos sur le travail comme sacrifice et comme valeur, faisant appel à un paternalisme d'entreprise usé, ne reflètent-ils pas le désarroi du conservatisme japonais malgré son succès apparent ?

Un conservatisme qui ne sait pas inventer une voie proprement japonaise et ne sait que suivre la « révolution conservatrice », fasciné par l'hyperpuissance militaire étatsunienne ?

Un conservatisme qui ne sait plus comment se définir face aux grands enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux d'un capitalisme mondialisé ?

[1] Voir Bernard Thomann, « De la « rupture » libérale à la refondation nationale. Quel avenir pour le « modèle japonais » sous Abe Shinzō ? », La Vie des idées, 1er mars 2007. ISSN : 2105-3030.

[2] Voir Bernard Thomann, « Les économies asiatiques convergent-elles vers un capitalisme anglo-saxon ? », La Vie des idées, 23 mai 2012. ISSN : 2105-3030.

[3] « Rengō kaichō ga dai hanron ! Shinbun ha detarame de kō puro' yōnin ha shite inai », Daiyamondo onrain 10/08/2017.

[4] Charles weathers, Scott North, Shinji Kojima, "Abe Shinzō's campaign to reform the Japanese way of work", Asia-pacific journal : Japan focus volume 1, issue 23, number 3.

[5] Yonaha Yū, Dōitsu rōdō - dōitsu chingin ha pāto yūki haken rōdō sha no taigū o kaizen shita ka Panel Data Research Center, Keio University PDRC Discussion Paper Series, 3/2025.

[6] Si l'objectif des « *Abenomics* » était de sortir le Japon de la déflation et de relancer la croissance, les résultats furent très mitigés : les salaires ont stagné, la précarité dans l'emploi a explosé et la dette publique a atteint plus de 260 % du PIB.

[7] Seizon no tame no korona taisaku nettowāku, « Seizon hoshō o tettei seyo », Sekai, juin 2020, p. 88-122.

[8] L'archétype de ce type d'économiste fut Heizō Takenaka, cerveau de la privatisation de la poste et de certaines mesures de dérégulation du marché du travail, ministre entre 2001 et 2006, professeur à l'Université de Keio ayant fait des études à Harvard et l'université de Pennsylvanie.

[9] Fuji Satoshi, Naze, Nihonjin no 9 wari ha kanemochi ni narenai no ka, Tōkyō, Poplar Publishing, novembre 2021.

[10] Hara Taketo, Kōeki' shihon shugi eibeigata shihonshugi no shūen, Tōkyō, Bunshun shinsho, 2017.

[11] Le Return on equity (ROE) étant traditionnellement faible dans un capitalisme japonais qui a eu longtemps surtout recours au financement indirect des banques, mais à partir des années 1990, les gouvernements avaient encouragé un ROE d'au moins 8%.

[12] Oguma Eiji, "Liberal" and pacifism in postwar Japan - their given conditions and historical background », Japan Policy Forum.

[13] Uno Shigeki, Endō Masahisa, « Haigaishugi no kiki ni hoshuga hatasu beki 'sekinin', Chūō kōron, 2/2026, pp. 20-31.

[14] Saeiki Satoshi, "Nihonryū no hoshushugi to ha nanika? ", Seiron, 02/2026, p. 52-62.

---

## Bernard Thomann

Bernard Thomann est professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco, Paris), directeur de l'Institut français de recherches sur l'Asie de l'Est (Inalco, Univ. Paris Cité, CNRS). Il a été directeur français de la Maison franco-japonaise à Tokyo de 2019 à 2023. Le professeur Thomann mène des recherches sur l'histoire du travail et des politiques sociales dans le Japon contemporain. Il est notamment l'auteur des ouvrages : "Le salarié et l'entreprise dans le Japon contemporain - Formes, genèse et mutations d'une relation de dépendance (1868-1999)", "Les Indes Savantes", 2008, et de "La naissance de l'Etat social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)", Presses de Sciences Po, 2015.



## Robin Rivaton CEO, Stonal & Young Leader 2024

### Article Nouveaux Regards

# Pourquoi les agents IA sont adoptés plus vite en Chine qu'ailleurs.

Par Robin Rivaton

La fièvre OpenClaw montre que la Chine aborde l'intelligence artificielle très différemment des Occidentaux.

Il faut se méfier des emballements technologiques. Ils produisent souvent plus de bruit que de réalité. Mais la folie déclenchée par OpenClaw en Chine mérite qu'on s'y arrête, parce qu'elle dit quelque chose de profond sur la manière dont le pays conçoit l'IA.

En quelques jours, un modèle open source d'agents IA est sorti du cercle des développeurs pour devenir un phénomène de masse, avec files d'attente, sessions d'installations collectives et mise en scène presque carnavalesque. Des événements organisés par Tencent attirent enfants, retraités et curieux, arborant des chapeaux en forme de homard, l'effigie du projet OpenClaw.

Cette folie a en outre pris une tournure très chinoise : l'imitation compétitive à l'échelon national. C'est une guerre de plateformes qui a débuté. En quelques jours, Zhipu a lancé AutoClaw, présenté comme une version avec plus de 50 compétences préinstallées. ByteDance, via Volcano Engine, a sorti ArkClaw. Tencent a mis en ligne WorkBuddy pour un usage professionnel, avant d'étendre l'offensive à d'autres briques comme QClaw puis ClawBot

dans WeChat. Alibaba a répliqué avec ses propres offres orientées entreprises. Autrement dit, plusieurs géants se sont rués en même temps sur la même couche logicielle ouverte. C'est là que se trouve le cœur économique de l'histoire. OpenClaw est gratuit. Le code est ouvert. Le modèle ne constitue donc pas, en lui-même, une rente défendable.

La valeur se déplace vers autre chose : l'installation par défaut, l'interface, le magasin implicite de compétences, l'automatisation du navigateur, l'intégration aux messageries, aux suites de travail et aux modèles. En clair, la bataille ne porte pas sur la propriété du code mais sur la maîtrise de la distribution. C'est la guerre des navigateurs Internet qui se rejoue à l'ère des agents : le navigateur était gratuit, mais la vraie puissance venait du contrôle de la porte d'entrée. Le marché l'a très bien compris. L'action de Zhipu a bondi de près de 13 % le jour du lancement d'AutoClaw.

#### Compétition mimétique

L'autre trait spécifiquement chinois est la vitesse avec laquelle les collectivités locales ont embrayé. Les villes les plus technophiles, Shenzhen, Wuxi, Hangzhou, Hefei et les zones de développement de Suzhou, ont publié en quelques jours des projets de soutien à



l'écosystème OpenClaw, au nom de l'initiative nationale AI +, visant à l'intégration de l'IA dans l'ensemble du tissu économique. Par exemple, des aides allant jusqu'à 10 millions de yuans (1,3 million d'euros) pour certaines entreprises, des bureaux à prix réduit et des dispositifs spécialement pensés pour les fameuses « *one person companies* », ces microstructures dopées aux agents IA.

La mécanique est typiquement chinoise : un signal technologique apparaît, les territoires entrent aussitôt en compétition mimétique pour capter talents, projets et prestige politique.

### Le « paradoxe du homard »

Comme tout phénomène spéculatif en Chine, la ruée n'a pas échappé à l'attention de Pékin. Le 22 mars, le Centre national chinois de réponse aux urgences des réseaux informatiques (CNCERT/CC) et l'Association chinoise de cybersécurité ont publié un guide officiel des bonnes pratiques. Le message est clair : un agent capable d'exécuter des commandes système, de lire et écrire des fichiers et d'échanger des données avec des privilèges élevés peut devenir

une formidable machine de productivité, mais aussi une passoire de sécurité.

La presse chinoise a d'ailleurs vite forgé l'expression « *paradoxe du homard* ». Les règles de prudence sont très concrètes, notamment ne pas installer OpenClaw sur son ordinateur de travail quotidien mais sur un appareil dédié, une machine virtuelle ou un conteneur, avec isolation de l'environnement.

C'est ce qui fait d'OpenClaw un symptôme plus qu'un événement ponctuel. Beaucoup d'Occidentaux regardent encore l'IA chinoise avec les lunettes de la Silicon Valley, en se demandant si Pékin poursuit vraiment l'IA générale au sens américain du terme.

Ce n'est pas le cas. Les modèles chinois progressent mais ils sont structurellement en retard avec les modèles dits « de frontière ». L'épisode OpenClaw raconte autre chose : la Chine pense l'IA moins comme une machine divine installée dans un data center que comme une couche à diffuser partout, dans le travail, les services, les interfaces. Puis, demain, dans les robots et les infrastructures.

---

### Robin Rivaton

Robin Rivaton est le PDG de Stonal, une entreprise technologique créée il y a six ans et qui compte 150 employés. Stonal transforme le secteur immobilier grâce à sa plateforme de gestion de données de pointe, alimentée par l'intelligence artificielle, et a réussi à lever un total de 120 millions d'euros de fonds. Avant de rejoindre Stonal, Robin était investisseur chez Eurazeo, où il se concentrait sur les start-ups spécialisées dans les villes intelligentes et la proptech. Il est également le fondateur de Real Estech, un think tank de premier plan dans le secteur immobilier, qui publie une newsletter hebdomadaire suivie par 25 000 lecteurs. Outre son rôle chez Stonal, Robin est administrateur indépendant au sein des conseils d'administration de plusieurs promoteurs immobiliers et sociétés d'investissement immobilier cotées (SICTIV). Auteur de huit ouvrages sur la technologie et l'immobilier, il contribue en tant que chroniqueur aux médias L'Express et Les Echos. Robin a précédemment travaillé comme conseiller économique auprès de personnalités telles que Bruno Le Maire, ancien ministre français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France.



## Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de publication, ancien diplomate

### Article Nouveaux Regards

# Les origines historiques de la résilience du **modèle chinois politique et économique contemporain.**

Présentation par Jean-Raphaël Peytregnet

Xu Chenggang (né en 1957) est un économiste politique chinois dont les travaux portent sur la transition chinoise vers l'économie de marché et les institutions du capitalisme d'État. Il a longtemps enseigné à la Hong Kong University of Science and Technology et est aujourd'hui affilié au Stanford Center on China's Economy and Institutions. Son travail s'inscrit dans l'économie institutionnelle et la politique comparée. Son œuvre principale porte sur la manière dont la Chine a réussi ses réformes économiques sans démocratisation politique, en analysant le rôle des gouvernements locaux, la décentralisation et les incitations bureaucratiques dans un système autoritaire. Il est notamment connu pour sa thèse selon laquelle le système chinois repose sur une forme de décentralisation autoritaire, où les autorités locales expérimentent et stimulent la croissance tout en restant sous contrôle politique central.

Nous avons souhaité présenter aux lectrices et lecteurs de Nouveaux Regards sur l'Asie son dernier ouvrage dans lequel il propose l'idée selon laquelle les systèmes politiques et économiques portent des « gènes institutionnels » hérités de

leur histoire et qui façonnent durablement leurs trajectoires. C'est ici le cas de la Chine.

Publié en juin 2025, l'ouvrage *Institutional Genes: Origins of China's Institutions and Totalitarianism* [1] de Xu Chenggang propose une interprétation globale et structurée de l'histoire institutionnelle chinoise et de la persistance de son régime politique autoritaire. L'objectif central de l'auteur est d'expliquer pourquoi la Chine, contrairement à d'autres sociétés ayant elles épousé le modèle capitaliste occidental, n'a pas évolué vers une démocratie libérale, mais a au contraire produit une forme durable de totalitarisme, capable toutefois de générer une croissance économique et technologique rapide et soutenue.

Pour répondre à cette énigme ou à ce paradoxe, Xu mobilise une théorie originale fondée sur l'idée de "gènes institutionnels", qu'il définit comme des éléments fondamentaux et profondément enracinés des systèmes institutionnels, se reproduisant dans le temps, façonnant les comportements des acteurs et limitant fortement les trajectoires possibles de transformation politique. À travers cette idée, le



chercheur chinois cherche à expliquer la continuité remarquable du système politique chinois, au-delà des transformations économiques majeures intervenues depuis la fin du XXe siècle.

Dans cette perspective, les institutions ne sont pas conçues comme des arrangements contingents ou facilement réformables, mais comme des structures dotées d'une forte inertie historique. Elles reposent sur trois dimensions essentielles et interdépendantes : les droits de propriété, les droits politiques et civils, ainsi que la structure du pouvoir politique.

Ces dimensions interagissent de manière cumulative, créant des mécanismes de rétroaction qui renforcent les configurations existantes. Ainsi, lorsqu'un système institutionnel s'établit, il tend à se reproduire de manière auto-entretenu, ce qui conduit à un phénomène de dépendance à la trajectoire ("path dependence") particulièrement forte. [2] C'est dans ce cadre que Xu cherche à comprendre la spécificité chinoise.

La première strate historique analysée par l'auteur est celle de la Chine impériale, qui constitue selon lui la matrice fondamentale des institutions contemporaines. L'Empire chinois se caractérise par une centralisation politique extrême, dans laquelle le pouvoir est concentré au sommet sans véritables contre-pouvoirs institutionnels capables de le limiter. Cette centralisation s'accompagne d'un contrôle étroit des droits de propriété, notamment fonciers, qui ne sont jamais pleinement sécurisés contre l'intervention de l'État. [3]

Les élites locales et économiques demeurent ainsi dépendantes du pouvoir central, ce qui empêche l'émergence d'une classe autonome susceptible de contester l'autorité politique.

Cependant, cette centralisation idéologique et politique n'est pas synonyme d'un contrôle direct et total de la société. En réalité, l'État impérial dispose de capacités administratives limitées au niveau local. C'est dans ce contexte que prennent place des organisations informelles, notamment sociétés secrètes ou triades, qui jouent un rôle ambivalent. Des groupes comme la White Lotus Society [4] ou la Tiandihui [5] souvent perçus comme des forces subversives, peuvent également fonctionner comme des structures d'organisation sociale à l'échelle locale.

Tantôt réprimées, tantôt tolérées, voire indirectement utilisées [6], ces organisations illustrent une forme de gouvernance indirecte. L'État impérial s'appuie ainsi, de manière pragmatique, sur des réseaux informels pour relayer des normes, maintenir l'ordre ou structurer la société en profondeur. Ce point est essentiel dans la démonstration de Xu,

car il révèle que les institutions chinoises ne se réduisent pas à des dispositifs formels. Ces institutions incluent également un ensemble de pratiques informelles et de mécanismes indirects qui permettent au pouvoir central de compenser ses limites administratives. Cette articulation entre centralisation politique, légitimation idéologique et gestion indirecte de la société constitue l'un des « gènes institutionnels » fondamentaux de la Chine.

Un autre élément fondamental de cette configuration impériale réside dans le système des examens bureaucratiques (*keju*) fondé sur le confucianisme. Loin d'être une simple philosophie morale, ce dernier devient une véritable idéologie d'État.

Il promeut une vision hiérarchique de la société, fondée sur l'harmonie, l'obéissance et la loyauté envers l'autorité. L'empereur y apparaît comme le garant de l'ordre moral et social, détenteur d'une légitimité qui dépasse la simple contrainte politique.

Ces concours mandarins permettent la formation d'une élite administrative homogène, sélectionnée sur des critères idéologiques et culturels favorisant la loyauté envers l'État plutôt que l'indépendance intellectuelle ou politique. Ce système produit ainsi une bureaucratie méritocratique, disciplinée et idéologiquement alignée sur les principes du régime en place et contribuant à sa reproduction.

Cette organisation engendre des effets durables : elle limite l'autonomie des acteurs sociaux, empêche l'émergence de contre-pouvoirs institutionnels et installe une tradition de domination étatique sur la société.

**À la différence de l'Europe, où la fragmentation politique et les rivalités entre pouvoirs ont favorisé l'apparition d'institutions pluralistes, la Chine a développé un modèle marqué encore à ce jour par la prééminence d'un centre politique sans rival.**

En parallèle, l'absence de société civile autonome, capable d'organiser des intérêts indépendants de l'État, limite encore davantage les possibilités de transformation institutionnelle.

À cette base historique chinoise vient s'ajouter, selon Xu, un second ensemble de "gènes institutionnels" issus du développement du totalitarisme moderne en Europe, en particulier à travers l'expérience russe et bolchevique (s'inspirant lui-même de la Révolution française de 1789).



Le totalitarisme, dans cette perspective, repose sur une combinaison spécifique d'idéologie universaliste, de parti unique centralisé et de volonté de transformation totale de la société. La Russie tsariste, avec sa tradition autocratique et la faiblesse de ses institutions intermédiaires, constitue un terrain particulièrement favorable à l'émergence du bolchevisme, qui systématise ces caractéristiques en un modèle politique cohérent fondé sur le contrôle total de la société par un parti révolutionnaire.

Lorsque ce modèle soviétique est introduit en Chine via le Komintern, il entre en interaction avec les structures institutionnelles impériales préexistantes. Xu insiste sur le fait que ces deux ensembles de gènes institutionnels sont hautement compatibles : la tradition impériale chinoise de centralisation et de contrôle bureaucratique facilite l'implantation du système communiste, tandis que le modèle soviétique fournit les instruments organisationnels et idéologiques permettant d'intensifier et de moderniser cette forme de domination politique.

Le résultat de cette fusion est la formation d'un système original que Xu qualifie de « totalitarisme chinois », consolidé sous Mao, dans lequel le Parti-État exerce un contrôle politique et idéologique total, tout en s'appuyant sur des mécanismes bureaucratiques hérités à la fois de l'Empire et du modèle soviétique. Xu voit dans cette période allant de l'époque de Mao Zedong à celle de Xi Jinping, un moment d'intensification des « gènes totalitaires », où le contrôle politique et idéologique devient omniprésent. Néanmoins, ce système révèle aussi ses limites, notamment en matière d'efficacité économique.

Cependant, ce système ne se réduit pas à une centralisation rigide et uniforme. Xu introduit le concept de "totalitarisme administré et décentralisé régionalement" pour décrire la configuration spécifique de la Chine post-maoïste. Dans ce modèle, le pouvoir politique conserve un contrôle strict sur les élites et les orientations politiques, tout en laissant aux autorités locales une marge d'expérimentation et de gestion.

Cette structure hybride permet une certaine flexibilité économique et explique en partie la performance de croissance de la Chine contemporaine, tout en maintenant intact le contrôle politique autoritaire. Cette configuration permet l'émergence d'une concurrence entre régions, favorisant l'innovation et la croissance, tout en maintenant une discipline politique rigoureuse. Autrement dit, la décentralisation ne constitue pas une libéralisation politique, mais un mécanisme

d'efficacité au service d'un système totalitaire stabilisé.

Mais ce système totalitaire stabilisé repose sur des fondations qui en limitent également les perspectives d'évolution. Les « gènes institutionnels » du système chinois rendent difficile l'émergence de réformes politiques profondes. Les élites en place ont en effet intérêt à préserver l'ordre existant, et les mécanismes de reproduction institutionnelle tendent ainsi à perpétuer les structures du pouvoir.

Dès lors, Xu campe sur une position relativement pessimiste quant à la possibilité d'une transition graduelle vers un régime plus démocratique car nécessitant une rupture majeure que ne souhaitent évidemment pas les dirigeants chinois au pouvoir, dès lors qu'elle irait à l'encontre des intérêts du Parti et des leurs.

Il est aussi vrai que ce système explique en partie la performance économique de la Chine contemporaine. Les gouvernements locaux sont incités à promouvoir le développement attendu du centre, étant donné que leur progression dans la hiérarchie du Parti dépend largement de leurs résultats économiques.

Dans le même temps, le Parti veille à empêcher toute autonomie politique susceptible de menacer son pouvoir. La libéralisation économique ne s'accompagne donc pas d'une libéralisation politique, contrairement à ce que prévoyaient certaines théories occidentales. [7]

Les réformes engagées à partir de la fin des années 1970 sont ainsi interprétées par Xu non comme une rupture institutionnelle, mais comme une adaptation interne du système. L'introduction de mécanismes de marché et l'ouverture économique n'ont pas modifié les gènes institutionnels fondamentaux du régime, notamment le monopole politique du Parti, l'absence d'État de droit indépendant et la subordination des droits individuels aux impératifs de l'État.

Dès lors, la croissance économique ne conduit pas mécaniquement à une transformation démocratique, car les structures institutionnelles profondes continuent d'orienter les comportements et de verrouiller les possibilités d'évolution politique.

Dans cette perspective comparative, Xu souligne que la trajectoire chinoise ne constitue pas une étape transitoire vers un modèle libéral universel, mais une configuration stable et spécifique, dont la logique interne diffère profondément d'autres expériences historiques comme celles de Taïwan ou de certains pays post-soviétiques. Là où certaines sociétés ont pu transformer leurs institutions vers la démocratie, la Chine demeure structurée par



une combinaison particulière de gènes impériaux et totalitaires qui renforcent la résilience du système en place.

Ainsi, la thèse de Xu conduit à une conclusion forte : le régime chinois contemporain ne doit pas être compris comme une anomalie temporaire du développement, mais comme l'expression cohérente d'un système institutionnel profondément enraciné, dont la stabilité repose sur des mécanismes historiques de reproduction. Le concept de gènes institutionnels permet alors de penser la continuité entre la Chine impériale, le totalitarisme maoïste et la forme actuelle du Parti-État, en soulignant la profondeur historique et la cohérence structurelle d'un système politique qui combine adaptation économique et rigidité politique.

Cette perspective invite à repenser les trajectoires politiques, non pas comme des transformations rapides et linéaires, mais comme des processus profondément contraints par leur histoire. Ce qui amène Xu Chenggang à penser que les institutions politiques chinoises sont structurellement irréformables.

S'il veut survivre, le système communiste centralisé chinois doit changer, mais il ne peut pas se changer lui-même. Dès lors, il se voit condamné à une rupture plutôt qu'à une réforme. Ne pouvant évoluer de l'intérieur, un changement ne pourra se produire que par effondrement ou choc externe...

[1] Cambridge University Press, June 2025, 799 pages.

[2] Les décisions ou situations présentes dépendent fortement des choix faits dans le passé. Même si ces choix finissent par perdre leur intensité par la suite, ils continuent d'influencer le système.

[3] Aujourd'hui, en Chine, la propriété privée est reconnue pour les biens (logements, entreprises), mais pas pour la terre elle-même : les sols urbains appartiennent à l'État et les terres rurales aux collectivités. Les individus disposent en réalité de droits d'usage (ex. baux emphytéotiques limités à 70 ans pour le logement en ville), qu'ils peuvent transmettre ou vendre, ce qui rapproche ce système d'un régime de propriété privée sans en être pleinement une. L'État conserve en effet un contrôle important sur la terre, notamment à travers les expropriations et la régularisation du marché foncier.

[4] La White Lotus Society (Bailianjiao) désigne un ensemble de mouvements religieux populaires chinois, d'inspiration bouddhiste, qui ont parfois pris une dimension politique et contestataire, notamment à travers des révoltes paysannes contre le pouvoir impérial, comme celle de la secte du Lotus Blanc (1796-1804) sous la dynastie mandchoue Qing (1644-1911).

[5] La Tiandihui (Société du Ciel et de la Terre) ou Hongmen (vaste famille) est une organisation fraternelle chinoise et, historiquement, une société religieuse populaire secrète, dans la lignée de la secte du Lotus Blanc, loyale à la dynastie (han) Ming contre celle qui lui a succédé, Qing (mandchoue). Créée au milieu du XVIIIe siècle dans la province du Fujian, elle compte parmi les plus importantes de ce type. Cette société est à l'origine de nombreuses mafias chinoises, avec ses triades présentes à Hong Kong et dans les chinatowns à travers le monde.

[6] Alors que Hong Kong est secoué par un vaste mouvement pro-démocratie contre un projet de loi d'extradition vers la Chine continentale entre 100 et 200 hommes armés de bâtons et de barres de fer s'attaquent aux manifestants revenant du centre-ville à l'intérieur de la station de métro de Yuen Long, le 21 juillet 2019.

[7] Théorie de la modernisation (Seymour Martin Lipset), de la transition démocratique (Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter), de l'interdépendance économique (libéralisme), de la bourgeoisie capitaliste (marxiste/libérale) ou encore « la convergence libérale » post-soviétique (Francis Fukuyama), le « consensus de Washington » dominant dans les années 1990-2000.

---

**Jean-Raphaël Peytregnet**

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis Conseiller spécial du directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



**FONDATION  
FRANCE-ASIE**

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante  
consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

**Président**

Nicolas Macquin

**Directeur Général**

Thomas Mulhaupt

**Directeur de la Publication**

Jean-Raphaël Peytregnet

**Edition**

Agathe Gravière  
Laura Pascal

15 rue de la Bûcherie  
75005 Paris  
France

[www.fondationfranceasie.org](http://www.fondationfranceasie.org)

**Pour devenir contributeur, contacter :**

[jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org](mailto:jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org)

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.

ISSN 3077-0556

